



INTERVENTION COMMUNISTE

JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE DE FRANCE

DROIT À LA RETRAITE : POUR UNE CONTRE-OFFENSIVE SOCIALE ET POLITIQUE !



Edito

Hiver 2019, hiver 2023 : il y a quatre ans, presque jour pour jour, notre journal titrait « Une bataille historique ! », faisant référence aux immenses mobilisations contre la « retraite à points » de Macron, qui s'étaient amplifiées au fil des semaines hivernales. Ces luttes et l'arrivée du Covid avaient stoppé la mise en place de la contre-réforme.

Droit à la retraite pour toutes et tous : un enjeu de classe !

Mais il était prévisible que l'offensive sauvage menée par la classe bourgeoise contre les conquêtes sociales reprendrait de plus belle, dans un contexte de crise aggravée pour le régime capitaliste. Et c'est bien ce qu'accomplit le gouvernement Borne, sous les ordres de Macron le « Président des riches », à travers son projet de retraite

repoussée de 62 à 64 ans avec 43 ans de cotisation. Là où la retraite à points de 2019 tentait vainement d'embrouiller les choses, l'affichage brutal du recul de l'âge de départ dévoile pleinement l'objectif de la bourgeoisie au pouvoir : récupérer, en faveur des monopoles et de l'oligarchie financière, le « pognon de dingue » que les luttes ouvrières des siècles passés ont arraché aux profits pour conquérir le droit au repos après des années de travail. On voit bien l'enjeu fondamental, de classe, que revêt ce projet, au-delà même de la question des retraites : pour les représentants du capital, qui se savent menacés par les conséquences de leur crise endémique, le retour aux formes d'exploitation les plus sauvages passe par toutes ces mesures antisociales allongeant le temps de travail, réduisant le niveau des rémunérations (salaires, pensions, indemnités-chômage, minima sociaux...) et accélérant la privatisation des services publics.

Le lendemain du 19 janvier, Macron donnait la réponse de l'État bourgeois aux grévistes et manifestants, en annonçant, devant un parterre de responsables de l'armée et des monopoles de l'armement, une augmentation de plus de 30 % de la Loi de programmation

parce que le choc social provoqué par cette attaque contre les retraites est amplifié dans le contexte actuel d'inflation et de crise énergétique, la victoire pour le retrait du projet Borne constitue un enjeu politique majeur : il faut stopper l'offensive de la bourgeoisie monopoliste contre les droits des travailleurs, et ainsi faire la démonstration du pouvoir que peut et doit prendre la classe ouvrière contre ses exploiters.

Plusieurs facteurs rendent cette victoire possible !

Un gouvernement affaibli

D'abord, du côté du gouvernement lui-même, englué dans ses contradictions et son jusqu'aboutisme caricatural, le soutien à sa contre-réforme prend l'eau de toutes parts : des sondages qui, les uns après les autres, accroissent les chiffres du rejet (72 % d'opposition le 26 janvier, soit une hausse de 6 points en une semaine), y compris dans la base électorale de Macron (retraités et cadres) ; le ministre Franck Riester obligé de reconnaître à la télévision, le 23 janvier, que « les femmes seraient plus impactées que les hommes par le report de l'âge légal à la retraite à 64 ans », détruisant ainsi la thèse d'« une réforme de justice sociale » ; des députés Renaissance et de droite (au moins une douzaine le 30 janvier) qui ne voteraient pas le

texte ; et même le président du très libéral COR (Conseil de l'orientation des retraites) qui prend ses distances, en assurant, le 19 janvier, que les dépenses des retraites « ne dérapent pas », au point d'agacer fortement E. Borne...

Des luttes historiquement puissantes et multiples, pour tenir sur la durée

Mais surtout, bien sûr, les mobilisations historiques des 19 et 31 janvier (2.5 millions de manifestants), et toutes les luttes qui se sont déployées, entre ces deux dates, dans les secteurs de la pétrochimie, des industries électriques et gazières, dans les ports et les transports, ce sont elles et essentiellement elles qui détiennent la clé de la victoire. Face à l'autoritarisme inouï du gouvernement Borne, qui, après avoir dégainé 10 fois l'article 49.3, menace d'y recourir à nouveau et martèle que l'âge de départ à 64 ans et les 43 ans de cotisation ne sont « plus négociables » (Borne, le 29 janvier sur France-Info), ces mobilisations devront tenir durablement, non seulement par leur caractère massif dans les rues de nos villes, mais aussi par la multiplicité des luttes capables de bloquer les profits des monopoles, ainsi que par le soutien populaire au mouvement, à l'exemple des « Robins des bois » d'EDF qui, de Lille à Marseille, déclenchent de la gratuité ou rétablissent le courant pour des usagers. Les formes de lutte peuvent parfois être décisives, comme l'organisation du blocage des profits par grèves gé-

nérales régionales tournantes (ce qui permet de tenir dans la durée) ou l'appel à des rassemblements nationaux d'occupation par encerclement ou autre, des lieux de représentation de la démocratie bourgeoise (Assemblée nationale...).

Du relais politique à la perspective de libération sociale

Ces luttes sociales sont bien souvent impulsées par les bases syndicales les plus combattives, alors que les directions des confédérations restent très éloignées du syndicalisme de classe qui était celui de la CGT autrefois, et qu'il est nécessaire de revivifier. Elles doivent trouver un relais politique national pour que la victoire soit complète. Elles ne le trouveront pas à l'Assemblée nationale, puisque la NUPES (LFI-PS-PCF-EELV), avec ses 7000 amendements et sa composition très social-démocrate, proposera une fois de plus des aménagements à la politique du capital, sans jamais remettre en cause le système capitaliste. Elles le trouveront auprès d'un parti politique, le Parti Communiste Révolutionnaire de France, qui, pour défendre les intérêts de tous les travailleurs, propose de transformer l'élan contestataire historique en contre-offensive généralisée contre le pouvoir de la classe bourgeoise. Après l'hiver du capitalisme, vivement le printemps du socialisme-communisme !

SOMMAIRE

- P. 2 et 3 : Luites
- P. 4 : Un toit, c'est un droit !
- P. 5 à 12 : Encart spécial « 14 janvier - 100 ans de l'URSS »
- P. 13 : Éducation et capital
- P. 14 : Agro-alimentaire et énergie : qui paye la facture ?
- P. 15 : La politique d'apartheid israélien
- P. 16 : CR de la rencontre PCRF - KKE (Vagenas)

Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !

